



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service Prévention des Risques Techniques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la société MÉTAUX PICAUD pour l'exploitation d'une installation située sur
le territoire de la commune du PONTET (84 130)**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le Code de l'environnement notamment son article L.171-8 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014142-0009 du 22 mai 2014 autorisant la société MÉTAUX PICAUD à exploiter un centre de récupération et de traitement des métaux ferreux et non ferreux et de déchets non dangereux situé sur la commune du PONTET (84130) ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2017 autorisant la société MÉTAUX PICAUD à exploiter une installation de transit et de regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques et de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses située sur le territoire de la commune du PONTET (84130) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 04 mars 2024 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 25 novembre 2024 transmis à la société METAUX PICAUD par courrier du même jour, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant suite à la transmission susmentionnée ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2014 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2017 prescrit, dans son article 7.2.5, que l'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques, et notamment d'une réserve d'eau d'un volume de 1 000 m³ ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 23 octobre 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de réserve d'eau opérationnelle ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé, la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie est prévue au plus tard le 1er juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 23 octobre 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de réalisation de l'exercice de défense contre l'incendie requis ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- de l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2014 modifié ;
- de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 sus-visé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions susmentionnées ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société MÉTAUX PICAUD exploitant une installation de transit et de regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques et de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses sur le territoire de la commune du PONTET, est mise en demeure de respecter les prescriptions de :

- l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2014 modifié, en procédant à l'installation de la nouvelle réserve d'eau contre l'incendie de 1 000 m³, dans **un délai de 3 mois** ;
L'exploitant doit, sans délai, définir et mettre en place des mesures compensatoires relatives à cette défaillance des moyens de lutte contre l'incendie.

- l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé, en organisant un exercice de défense contre l'incendie, dans **un délai de 4 mois**.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

ARTICLE 4

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
- Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois ;

ARTICLE 5

La secrétaire générale de la préfecture, le maire du Pontet, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le 23 DEC. 2024

Pour le préfet,
La secrétaire générale,

Sabine ROUSSELY